

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2012)

Heft: 1962

Artikel: La banane, enjeu scientifique et économique

Autor: Escher, Gerard

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024653>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

sociétés d'Europe occidentale considérées. Parmi les plus performantes, on retrouve sans surprise, tous pays confondus, les sociétés pharmaceutiques et alimentaires. A l'autre bout du classement, les sociétés bancaires et financières, les constructeurs d'automobiles et les distributeurs d'énergie forment la majorité des sociétés ayant un PBR négatif.

Dans le *Low Ten* des sociétés les moins gratifiantes pour leurs actionnaires, on retrouve dans notre pays: Swiss Life (0,30), Credit Suisse (0,60), Alpiq, UBS (0,70) et Swiss Re (0,80). En Europe, les douze ratios les plus négatifs concernent dix banques (dont quatre italiennes et trois françaises) et deux constructeurs d'automobiles (Peugeot PSA avec 0,15 et Renault avec 0,34).

Le cas de Credit Suisse mérite commentaire. La semaine dernière, son président annonce qu'il accroît enfin les fonds propres de la seconde banque

de Suisse qui soit *Too Big To Fail*. Et les augmenter jusqu'à se rapprocher d'un coup des exigences de Bâle III auxquelles les banques devront se conformer intégralement dès 2018. Le tout grâce notamment à la réduction des effectifs et de la rémunération des personnels ainsi qu'aux achats faits par le Qatar, qui ne cesse de s'offrir de nouvelles sources de soucis et de profits à travers le monde, et par une société de gérance d'actifs où oeuvre présentement Philipp Hildebrand, ancien président de la Banque Nationale Suisse.

C'est justement la BNS qui avait mis en garde en juin dernier, sur un ton exceptionnellement clair, les dirigeants de Credit Suisse; ces derniers avaient pris de très haut les injonctions auxquelles ils viennent de se conformer platement. La bourse a immédiatement salué cette décision, avant de se raviser dès le lendemain. On en est désormais à compter les jours du directeur Brady Dougan,

discrédité par sa propre arrogance et son ahurissante inconstance.

Côté PBR, le mauvais score de Credit Suisse aurait pu se stabiliser si l'accroissement des fonds propres avait entraîné une plus durable augmentation de la capitalisation boursière. Or le cours ne cesse de glisser, exprimant et renforçant une nouvelle défiance à l'égard d'un titre qui ne fait de loin plus la fierté de la cote. Et ce n'est pas fini: certains mouvements laissent présumer que les opérateurs visent, par des achats-ventes concertés, à égaliser à environ 13 francs les cours des actions d'UBS (présentement autour de 10 francs) et de Credit Suisse (16 francs).

La géométrie immanente y trouvera peut-être son compte, mais certainement pas les actionnaires, depuis longtemps déshabitués à bénéficier de cette *Shareholder Value* tellement en vogue il y a encore une dizaine d'années.

La banane, enjeu scientifique et économique

Gérard Escher • 25 juillet 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21191>

Le consommateur suisse, le paysan ougandais, l'UE et la recherche fondamentale

Le génome du bananier vient

d'être déchiffré. Les résultats ont été publiés le 11 juillet dernier dans la prestigieuse revue scientifique *Nature*. Exceptionnellement l'article scientifique

est accessible¹⁶ au public.

Le séquençage des 520 millions de lettres d'ADN a été achevé en deux ans par le *Cirad*¹⁷ (Centre de

coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et le Genoscope¹⁸ du CEA¹⁹ (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives); les deux organisations sont publiques et non-universitaires (et françaises).

La banane doit être, à peu de chose près, la trentième plante supérieure à être déchiffrée entièrement²⁰. Précisons: La banane comestible n'ayant pas de vie sexuelle (ces bananes poussent sur des plantes stériles qui contiennent trois copies de chaque chromosome), les chercheurs se sont résolus à déchiffrer un seul jeu de chromosomes sur les trois qui composent une honnête Cavendish²¹, l'espèce *Musa acuminata*, qui entre dans la composition de toutes les variétés comestibles (bananes desserts ou à cuire).

Selon les auteurs, c'est une avancée majeure pour la compréhension de la génétique et l'amélioration des variétés de bananes. Il est vrai que la lutte contre les ravageurs est particulièrement difficile dans une plante stérile qui se perpétue par bouturage et par la main de l'homme. Il faut jusqu'à 50 traitements de pesticides par an pour lutter contre un seul ravageur (la maladie des raies noires), et d'anciennes maladies (celle du charançon) reviennent dans de nouvelles régions, le ravageur responsable ayant

muté.

On se rappelle aussi l'histoire de la chlordécone²², pesticide utilisé aux Antilles et qui, près de vingt ans après l'arrêt de son utilisation, est toujours présente dans les sols et contamine les cultures. La lutte est sans merci.

Il y a dix ans. on avait annoncé²³ pour dans dix ans, la fin de la banane (la faute à l'usage exclusif de la Cavendish) qui, étant un clone, pourrait succomber à un ravageur rapidement et planéairement. Prophétie heureusement non réalisée. Même si elle est menacée par de très nombreuses maladies et ravageurs (sigatoka ou cercosporiose noire, charançon, nématode, maladie de Panama etc.), la banane est promise à un bel avenir²⁴ selon le Cirad; si la variété Cavendish domine totalement les échanges internationaux (qui s'élèvent à environ 14 millions de tonnes, dont les Suisses consomment 74 mille tonnes, soit 10 kg par an par habitant), elle ne représente qu'un sixième de la production mondiale (95 millions de tonnes).

L'univers bananier ne se limite pas donc à cette seule variété. En effet, des centaines d'autres variétés locales sont cultivées à travers le monde.

La banane transgénique

L'Ouganda est fier d'être

une «république bananière», dans la mesure où dans ce pays, la banane constitue le pain quotidien (Matooke²⁵). Malheureusement une bactérie pathogène, le *Xanthomonas campestris* est en train de dévaster les cultures. Les pertes s'élèvent déjà à un demi-milliard de dollars par an.

Le flétrissement bactérien du bananier, ou BXW²⁶, détruit la plante entière et contamine en plus sol (et instruments). Il n'y a pas de variétés résistantes naturelles, pas de traitement chimique, la seule solution est la destruction des champs contaminés. La pratique traditionnelle qui consiste à partager les pousses de bananes entre fermiers familiaux contribue encore à la dispersion de la maladie. C'est ce contexte de vulnérabilité qui a sans doute décidé le Cirad, plutôt orienté pratiques agricoles, à se lancer dans un séquençage hautement technologique.

D'ailleurs des bananes transgéniques étaient annoncées comme testées en plein champ en Ouganda dès 2007²⁷ (pour une autre maladie, le sigatoka, par un Institut de recherche à Kampala, le KARI²⁸, en parrainage avec l'Université de Louvain). Ces essais, s'ils ont jamais été faits, n'ont laissé aucune trace sur les sites web ou les bibliothèques. Trois ans plus tard, en

2010, *Nature* annonce une seconde²⁹ tentative, sans suivi traçable. Les plantes transgéniques sont en principe interdites en Ouganda (et dans la plupart des pays subsahariens). Finalement, la banane transgénique se précise: l'équipe ougandaise du National Banana Research Program³⁰ publie un article³¹ technique où elle démontre avoir inséré avec succès un gène provenant du poivron, conférant une résistance complète au *Xanthomonas*.

Curieusement, c'est Taiwan (*l'Academia Sinica*) qui a mis à disposition gracieusement la technique, les Taiwanais possèdent les brevets. Peut-être voit-on se dessiner un avenir *high-tech* des cultures africain/asiatique, l'Europe, confortablement installée dans les moratoires, étant ainsi marginalisée même pour la recherche.

Selon le Guardian³², les essais hors laboratoire, dans un champ clos et bien gardé auraient commencé, après avoir obtenu une «*permission spéciale*»; le site de l'institut ougandais est muet sur le sujet. Espérons que la misère des paysans laisse aux chercheurs le temps de conduire les tests de manière complète, et qu'on ne relâche pas une banane prématurément...

La guerre de la banane

Le jour même de la publication de la séquence du génome de la banane, le

magazine *Alternatives Internationales* (Hors Série 12 juillet 2012) se pose la question: *Les bas prix vont-ils avoir la peau de la banane?*³³ Pour rappel, la «*guerre de la banane*» s'est terminée début 2011, lorsque le Parlement européen a accepté un accord sur les droits de douane qui abaisse progressivement les taxes sur les bananes latino-américaines de 176 à 114 euros par tonne, les bananes «ACP» des ex-colonies (Afrique, Caraïbes et Pacifique) continuant à bénéficier de la remise des taxes.

L'invasion par les «*bananes dollar*» ne s'est pas produite après le démantèlement de l'OCMB (Organisation commune du marché de la banane) de l'UE. L'indice du coût de production établi par le Cirad (celui-là même qui a cloné la banane) a augmenté de 26% entre 2006 et 2011 (augmentation du prix de l'énergie, engrais, traitements), mais les prix à la base import, en euros constants, ont baissé de 4% pour la même période.

Curieusement, aux Etats-Unis, les prix à l'importation ont doublé depuis 2008, sans baisse de la consommation, les acteurs de la filière s'étant accordés sur des prix plus élevés sans que cela freine la consommation. A force d'exiger une banane de moins en moins chère, l'UE a fortement fragilisé les pays producteurs et attisé la

concurrence. Tout le contraire des Etats-Unis donc. Selon D. Loeillet, économiste au Cirad, le producteur verrait ses revenus augmenter de 30% si le consommateur ne payait que deux centimes de plus son kilo.

Pas gagné

Ce ne sont pas seulement les bactéries pathogènes qui menacent la brave banane, mais aussi le brave consommateur. Contre les virus, les chercheurs pourront sortir l'arme lourde de la modification génétique; mais l'objectif de la banane la moins chère semble tout aussi dangereux pour les cultures et contre cela, pas de potion scientifique.

Finalement, nous avons moins besoin de nouveaux bananiers plus résistants que – surtout – de bonnes pratiques culturelles basées sur une connaissance approfondie de l'agronomie de la plante et de la biologie de ces maladies et ravageurs.

La transformation génétique, en vue d'obtenir des variétés résistantes, peut être l'ultime recours, mais les conditions de sa mise en place sérieuse ne sont probablement pas encore données: intérêt relatif de nos chercheurs pour ces essais controversés, hostilité généralisée du public en Europe, pression économique sur les fermiers, pratiques traditionnelles qui favorisent la dispersion, avec une difficile prise en main de cette technologie par la

L'aide au développement passe d'abord par la lutte contre l'évasion fiscale

Jean-Daniel Delley • 27 juillet 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21201>

Une brochure de la Déclaration de Berne et Alliance Sud

Selon une étude du Réseau international pour la justice fiscale¹³ (*Tax Justice Network*), les actifs financiers des particuliers (à l'exclusion des actifs matériels comme par exemple les métaux précieux et les immeubles) dissimulés dans les paradis fiscaux se situeraient dans une fourchette de 17'000 à 25'500 milliards d'euros.

Le manque à gagner pour les caisses publiques est estimé à environ 225 milliards d'euros. Pour les seuls pays en développement, l'OCDE estime à 850 milliards de dollars les capitaux transférés annuellement dans des paradis fiscaux.

En additionnant les avoirs des particuliers et les économies réalisées par les multinationales par le biais de l'optimisation fiscale, Oxfam¹⁴ évalue à 284 milliards de dollars les recettes fiscales potentielles qui échappent à ces pays. Soit plus du double de l'aide au développement distribuée par les pays de l'OCDE.

Dans une récente brochure intitulée Fiscalité et développement¹⁵, la Déclaration de Berne et Alliance Sud mettent en évidence le rôle de la Suisse dans cette hémorragie et indiquent comment notre pays pourrait contribuer à lutter contre l'évasion fiscale internationale.

Avec 27% de part de marché, la Suisse est la principale place financière mondiale pour la gestion de fortune transfrontalière; une fortune dont une part importante échappe à l'impôt. Par ailleurs elle offre des conditions fiscales particulièrement favorables aux entreprises qui réalisent exclusivement ou partiellement leurs revenus à l'étranger; ce n'est pas pour la beauté de ses paysages que plus de 300 sociétés multinationales ont installé leurs quartiers généraux en Suisse depuis 2003!

Certes la Suisse a adopté dès 2009 une stratégie dite de l'argent propre. Elle a repris le modèle de l'OCDE sur l'échange de renseignements fiscaux et a assoupli son opposition à l'assistance administrative et à l'entraide

judiciaire en cas de soustraction fiscale. Elle a même fait des concessions importantes aux Etats-Unis.

Par contre elle ne manifeste que peu d'intérêt pour les pays en développement. Sur les 34 conventions de double imposition (CDI) nouvelles ou révisées qu'elle a signé depuis 2009, seules 5 concernent des pays émergents, qui tous présentent une importance certaine pour notre commerce extérieur. Pour Berne, les autres pays en développement n'ont qu'à faire la demande d'une clause d'assistance administrative élargie. Mais à quel prix!

Les CDI visent en priorité à limiter le niveau des impôts à la source sur les redevances et autres dividendes versées par les filiales étrangères à leurs sociétés en Suisse. En acceptant d'inclure l'assistance administrative élargie en matière fiscale dans une CDI, la Suisse exige en contrepartie un taux d'imposition à la source pour les entreprises nettement plus bas que celui pratiqué par le pays partenaire. Les conditions mises par la Suisse à l'entraide sont telles que les